



DECEMBRE - DECEMBER 1992

CROCODILE

Lettre aux Parlements d'Europe - Fondé par Altiero Spinelli • Letter to the Parliaments of Europe - Founded by Altiero Spinelli

Forum : The European Bipolarisation
Forum : La bipolarisation européenne
 MM. Tindemans, Prout, Cot, Colajanni  p. 3

Le point sur Maastricht
Maastricht Ratification : Status  p. 8

Denmark... in the middle of Europe
Le Danemark... au centre de l'Europe  p. 12

Au marché d'Edimbourg

Nos gouvernements nationaux - avec eux, les classes politiques nationales qui leur donnent la légitimité formelle - ont perdu depuis quelque temps la confiance des citoyens, ce qui explique en partie les réactions de scepticisme ou de méfiance vers le Traité de Maastricht. Impuissants au niveau national, ces gouvernements ont décidé de jouer leur avenir sur le développement de l'intégration européenne et ils nourrissent l'illusion de pouvoir retrouver la confiance des citoyens à travers ce développement.

Il est donc essentiel pour eux d'éviter tout insuccès au niveau européen, en montrant aux électeurs tous les bénéfices que leur pays reçoit grâce à l'habileté de ceux qui négocient à son nom. Nous assistons ainsi, lors de chaque réunion de hauts fonctionnaires nationaux, de ministres ou de chefs d'Etat et de gouvernement, à des marchandages entre les différents intérêts nationaux, sans que personne s'occupe de l'intérêt de l'Europe dans son ensemble.

Le Conseil européen d'Edimbourg n'a pas échappé à cette logique: au contraire, de par la haute autorité de ses participants, il a été le symbole de cette pratique pluri-décennale de marchandage intergouvernementale. Au nom de la « Lettre Crocodile », nous avons assisté aux conférences de presse qui, tard dans la nuit, ont clôturé les travaux du Sommet: on aurait pu croire que chaque premier ministre parlait d'un Sommet différent des autres Sommets dont ses collègues étaient en train de parler devant les journalistes.

Larmes aux yeux, le premier ministre grec a annoncé la victoire sur la Macédoine, Felipe Gonzalez

The Edinburgh Mercat

Sometime ago, our national governments and the national political classes which lend them formal legitimacy lost the confidence of their citizens which in part explains the reaction of scepticism and mistrust in respect of the Treaty of Maastricht. Being impotent at national level, these governments have decided to stake their futures on the development of European integration, and they harbour the illusion of being able to regain the confidence of their citizens by means of this development.

For them, it is therefore essential to avoid failure at European level by demonstrating to the electorate all the benefits which their countries receive through the skills of those who negotiate on their behalf. At every meeting of senior national officials and of ministers or heads of state and of government, we therefore witness haggling between different national interests in which no one bothers about the interest of Europe as a whole.

The European Council in Edinburgh did not escape this logic: on the contrary, given the elevated status of the participants, it symbolised this practice of inter-governmental bargaining which has existed for several decades now. In the name of the « Crocodile Newsletter », we took part in the press conferences which, lasting late into the night, concluded the work of the summit: one gained the impression that each prime minister was talking of a summit different from



l'octroi de quelques centaines de millions d'ECU en plus en... 1999, le chancelier Kohl l'augmentation de dix-huit députés européens allemands, François Mitterrand la fixation définitive du siège du PE à Strasbourg (avec le secrétariat à Luxembourg et les réunions de commissions à Bruxelles !), le premier ministre danois l'acceptation intégrale du « compromis national » sur le Traité de Maastricht, Giuliano Amato l'intention de la Commission de ne pas négliger Malte dans le deuxième paquet d'adhésions et ainsi de suite, jusqu'au triomphe de John Major, qui avait pu conclure le Sommet avec un accord à Douze sur les cinq dossiers principaux.

La solidité des accords souscrits à Edimbourg et l'esprit de « famille », dont Jacques Delors rêve inutilement, seront bientôt mis à la preuve, quand les Conseils « spécialisés » (Eco-Fin et Agriculture, le 18 janvier) seront appelés à donner suite aux orientations du Sommet. Nous craignons par surcroît que le Conseil d'Edimbourg ait introduit dans les engrenages rouillés de la machine communautaire des nouvelles pièces, qui risquent d'en paralyser le fonctionnement.

Prenons l'exemple des procédures qui « guideront les travaux du Conseil » en matière de subsidiarité. Durant la discussion d'une proposition de la Commission, tout Etat membre a le droit d'exiger l'examen de la conformité de la proposition au principe de subsidiarité. Cet examen est évidemment destiné à se conclure avec un vote (« de principe », bien sûr): une minorité « de blocage », c.à.d. vingt-trois votes (deux « grands » et un « petit » ou un « grand » et trois « petits »), pourrait ainsi empêcher la poursuite de la discussion, qui pourra reprendre à la condition qu'un amendement soit adopté pour rendre la proposition de la Commission conforme au principe de subsidiarité. Puisque l'unanimité est normalement requise pour amender une proposition de la Commission, il est très probable que cette unanimité ne sera pas atteinte et que la minorité « de blocage » sera obligée de demander une « suspension provisoire » de la discussion. Enfin, le droit de veto suspensif retrouve sa légitimité, grâce au principe de subsidiarité.

L'hypocrisie des diplomates qui ont rédigé ce texte arrive jusqu'au point d'affirmer qu'il « convient de veiller à ne pas entraver la prise de décision au sein du Conseil et d'éviter tout système de prise de décision préliminaire ou parallèle ».

Nonobstant l'optimisme affiché par Jacques Delors, qui a diagnostiqué une Communauté « en bonne santé », nous craignons qu'elle soit plutôt malade d'excès de bureaucraties... nationales, que le Traité de Maastricht ne suffit pas pour la guérir mais qu'il lui faut un système de gouvernement européen, pour sélectionner et défendre les intérêts communs des citoyens européens.

Le moment est venu de créer une « alliance pour un gouvernement fédéral européen ».

the other about which his colleagues were talking to the press.

With tears in his eyes, the Greek Prime Minister announced victory on Macedonia, Felipe Gonzalez the granting of some hundreds of million ecus more in ... 1999, Chancellor Kohl, the additional eighteen German MEPs, François Mitterrand the definitive siting of the European Parliament at Strasbourg (with the secretariat in Luxembourg and the committee meetings in Brussels), the Danish Prime Minister the acceptance of the « national compromise » on the Maastricht Treaty in its entirety, Giuliano Amato the intention of the Commission not to neglect Malta in the second round of accession, and so forth right up to the triumph of John Major, who was able to wind up the summit with an agreement by the Twelve on the five main dossiers.

The solidity of the agreements subscribed in Edinburgh and the « family » spirit of which Jacques Delors dreams in vain will soon be tested when the « special » councils (Eco-Fin and Agriculture on 18 January) are called upon to act on the guidelines of the summit.

We fear in addition that the Edinburgh Council has introduced new components into the already rusty cogs of the Community machine which risk paralysing its operation.

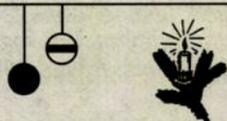
Let us take for example, the procedures which « will guide the work of the Council » in respect of subsidiarity. « In the course of the discussion of any Commission proposal, any Member State has the right to require an examination » as to the conformity of the proposal with the principle of subsidiarity. This examination is evidently destined to end with a vote (« on principle », of course): a blocking minority, i.e. twenty-three votes (two « large » and a « small » or a « large » and three « small ») would therefore be able to stop the discussion continuing, unless an amendment were adopted to bring the Commission's proposal into line with the principle of subsidiarity. Given that unanimity is normally required to amend a Commission proposal, it is most probable that this unanimity will not be reached and that the blocking minority will be obliged to require « provisional suspension » of the discussion. In sum, the principle of subsidiarity has re-legitimised the right of suspensive veto.

The hypocrisy of diplomats who drafted this text goes so far as to claim that « care should be taken not to impede decision-making in the Council and to avoid a system of preliminary or parallel decision-making ».

Notwithstanding the optimism of Jacques Delors, who has diagnosed the Community as being in « good health », we are afraid that the Community is ailing under excessive national bureaucracy. We do not believe that the Treaty of Maastricht offers a cure, but rather that a system of European government is necessary to identify and defend the common interests of European citizens.

The moment has come to create an « alliance for a federal European government ».

*Bonne Année
Happy New Year*



« Les partis politiques au niveau européen sont important en tant que facteur d'intégration au sein de l'Union. Ils contribuent à la formation d'une conscience européenne et à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union » : ainsi s'exprime l'article 138A du traité de Maastricht. Avec l'adhésion des députés conservateurs britanniques et danois au Groupe des députés chrétiens-démocrates (le PPE) et des députés italiens du PDS au Groupe socialiste, deux familles politiques européennes ont achevé leur processus de recomposition politique. Fort de 199 députés le « nouveau » groupe socialiste et de 162 députés le « nouveau » groupe PPE, ils représentent ensemble le 70% de l'Assemblée, ce qui renforce la bipolarisation de la vie politique interne du Parlement européen.

Les partis membres du Groupe PPE et du Groupe socialiste ont décidé de formaliser le caractère de « parti politique européen » de leurs familles communautaires; les libéraux s'approprient à faire le même dans les prochaines mois. Ceci veut dire que ces trois familles seront présentes aux prochaines élections européennes de 1994 avec trois programmes communs, trois « logos » et - peut-être - des échanges de candidats si les gouvernements vont respecter l'engagement souscrit avec le traité de Maastricht d'octroyer le droit d'éligibilité aux citoyens communautaires dans leur pays de résidence.

Nous publions ci-dessous les articles de MM. Tindemans, Prout, Cot et Colajanni, présidents des groupes PPE, des démocrates européens, socialiste et GUE, qui expliquent les raisons qui ont conduit aux « fusions » qui les concernent. Dans la prochaine « lettre » nous publierons un commentaire de M. Willy de Clercq, président de la Fédération des Partis Libéraux. Nous attendons les commentaires de nos lecteurs, membres des parlements nationaux.

« Political parties at European level are important as a factor for integration within the Union. They contribute to forming a European awareness and to expressing the political will of the citizens of the Union »: this is the text of Article 138A of the Maastricht Treaty. With the membership of the British and Danish Conservative MEPs to the Christian-democrat Group and the Italian MEPs of the PDS to the Socialist Group, two European political families have achieved their political recomposition process. With the « new » Socialist Group, strengthened to 199 MEPs, and with the « new » EPP Group, strengthened to 162 MEPs, they represent together 70% of the Assembly; with an increasing bipolarisation of the EP's political life.

The parties, members of the EPP Group and of the Socialist Group, have decided to formalize the character of « European political party » of their Community families; the Liberals are going to do the same in the following months. All this means that these three families will stand for the next European elections in 1994 with three common programmes, with three « logos » and - maybe - the exchange of candidates, if governments respect the commitment signed under the Maastricht Treaty to give Community citizens the right to stand in their own country of residence.

We publish hereunder the articles of Messrs Tindemans, Prout, Cot and Colajanni, presidents respectively of the EPP, ED, Socialist and GUE Groups. In these articles they explain the reasons which led to the « mergers » concerning them. In the next « Letter », we are going to publish a comment by Mr Willy de Clercq, president of the Liberal Parties Federation. We await comments from our readers, members of national parliaments.

L'identité chrétienne-démocrate...

Le 1er mai 1992, 32 députés britanniques et 2 députés danois, qui avaient fait parti du Groupe des Démocrates Européens avant cette date, sont devenus membres apparentés du Groupe PPE. Par ces adhésions, le Groupe PPE est passé de 128 à 162 membres. L'adhésion des 34 députés britanniques et danois s'est faite conformément au Règlement du Groupe PPE, qui stipule que « les membres du PE peuvent acquérir la qualité de membres apparentés au Groupe, s'ils souscrivent aux positions politiques fondamentales du Groupe PPE et s'ils acceptent ce règlement ». Les nouveaux députés ont individuellement signé leur acceptation du règlement et ils ont souscrit aux positions politiques fondamentales du Programme d'action du PPE adopté en 1988 et de la Déclaration finale du Congrès de Dublin en novembre 1990, qui porte le titre « Pour une Constitution fédérale de l'Union européenne ». La demande d'adhésion a constitué pour le Groupe PPE un événement important, non tant parce qu'il corrige l'équilibre numérique entre les différents groupes au PE, mais surtout parce qu'il a donné lieu à un examen de conscience approfondi de l'identité du PPE qui, pour des raisons historiques, est traditionnellement absent de la scène politique britannique. Le PPE est heureux de pouvoir constater qu'une convergence sur base de son programme politique -auquel, rappelons-le, les nouveaux membres apparentés ont tous souscrit - ait pu se réaliser des deux côtés de la Manche. La force d'attraction actuelle du PPE est due, en grande partie, à son orientation clairement européenne. Née de son esprit, la politique d'unification européenne n'a cessé de s'en inspirer depuis quarante ans. Le PPE soutient fermement la transformation de la CE en une Union

The Christian-Democrat Identity...

1 May 1992, 32 British and 2 Danish MEPs, who were previously members of the European Democratic Group have become associate members of the EPP Group. With this enlargement the EPP Group goes from 128 to 162 members.

The 34 British and Danish membership was carried out in accordance with the rules of the EPP, which states « the MEPs can become associate members of the group if they accept the fundamental political doctrines of the EPP Group, and if they accept this regulation ». The new members have individually signed their acceptance of the regulation and the fundamental policy doctrine of the EPP action programme adopted in 1988 as well as of the final Declaration of the Dublin Congress in November 1990, which carried the title of « For a federal constitution for the European Union ».

The request for membership was an important event for the EPP Group, not just because it corrected the numerical imbalance between the groups in the EP, but above all as it provoked a profound examination of the identity of the EPP, which for historical reasons had never been represented adequately in the UK before. The EPP is happy to report on the convergence on the basis of its political programme - to which all new associate members subscribed - on both sides of the Channel.

The current attraction of the EPP is due, in large part, to its clear European orientation. Born from its spirit, the policy of European integration has continued to inspire for over 40 years. The EPP family supports the transformation of the EC in a Union with



à vocation fédérale, qui doit constituer simultanément une union économique, monétaire, politique et de sécurité. Il va sans dire que le PPE ne se démet pas de son identité démocratie-chrétienne et de sa fonction de parti populaire du centre. Dès lors, le PPE ne s'est montré disposé à une unité d'action avec les membres de l'ancien Groupe des Démocrates Européens que dans la mesure où cette unité ne remet pas en question le principe de l'orientation démocrate-chrétienne du PPE et, en particulier, son approche fédéraliste et pro-européenne. Dans ce contexte, il est particulièrement réjouissant de voir l'adhésion exprimée à la Déclaration de Dublin dans laquelle le PPE prône à la réalisation de l'Union européenne selon une progression équilibrée et cohérente. Pour le PPE, qui milite depuis la naissance de l'Europe communautaire en faveur d'une Europe fédérale, construite selon un modèle *sui generis*, mais fondée sans ambages sur des délégations significatives de souveraineté nationale, il s'agit donc d'avancer sur toute la ligne d'un projet européen en ne négligeant aucune de ses dimensions. Il est indéniable que cette « cohabitation », même si elle peut être remise en question à la fin de la législature actuelle, aura des conséquences durables: des préjugés réciproques sont en train de disparaître et de bons aspects des deux philosophies politiques mèneront à une approche commune sur des points qui nous divisaient jusqu'à présent.

... et le conservatisme britannique

En avril 1992, les députés conservateurs britanniques et danois, qui avaient créé entre eux le Groupe des Démocrates Européens (ED), ont rejoint leurs collègues du Parti Populaire Européen (PPE), pour former le deuxième plus grand groupe au sein du Parlement européen. La démocratie chrétienne (qui est la tradition dominante au sein du PPE) et le conservatisme sont les philosophies politiques non-collectivistes de l'Europe moderne qui ont eu le plus de succès. Déjà leur nouvelle alliance dans le Parlement Européen a démontré leur succès politique et administratif.

Le Traité de Maastricht souligne justement le rôle des partis politiques européens dans la future Union européenne. Le Groupe élargi du Parti Populaire Européen au sein du Parlement Européen donne une expression pratique à cette aspiration. Le Chancelier Kohl et le premier ministre Major ont donné ensemble, pendant les derniers dix-huit mois, leur soutien personnel à la consolidation de la coopération qui existait déjà à Bruxelles et à Strasbourg entre les conservateurs et les démocrates-chrétiens. Puisque les pouvoirs du Parlement Européen vont augmenter dans la prochaine décennie, les gouvernements nationaux chercheront beaucoup plus de soutien et de cohésion parmi leurs alliés politiques au sein du Parlement Européen.

En premier lieu, le nouvel accord entre le PPE et les conservateurs existe seulement au niveau du Parlement Européen. J'espère que la date d'adhésion

federal vocation which needs simultaneously to constitute an economic, monetary, political and security Union.

It goes without saying that the EPP does not renounce on its christian-democratic orientation, and in particular on its pro-European and federalist approach. In this context, it is particularly positive to note the agreement expressed as regards the Dublin Declaration in which the EPP supports the creation of a European Union in a balanced and coherent evolution.

For the EPP, which since the birth of the Community has fought for a federal Europe, built on a « sui generis » model, but based without doubt on significant delegation of the national sovereignty, it is important to advance on all fronts without neglecting any dimension.

It is undeniable that this « cohabitation », even if it may be put into question at the end of the current legislature, will have long term consequences: some of the reciprocal prejudices are disappearing and the positive aspects of the two philosophies are leading to a common approach on many points that previously divided us.

Leo Tindemans

EPP Group President

... and the British Conservatism

In April this year, the Danish and British Conservatives, who made up the European Democratic Group, joined with their colleagues from the European People's Party to form the second largest political grouping in the European Parliament. Christian Democracy (the dominant tradition within the EPP) and Conservatism are the most successful non-collectivist political philosophies of modern Europe. Already, their new alliance in the European Parliament has proved a striking political and administrative success.

The Maastricht Treaty rightly stresses the role of European political parties in the future European Union. The expanded EPP Group in the European Parliament gives practical expression to this aspiration. Both Mr Kohl and Mr Major have lent, over the past eighteen months, their personal support to this consolidation of the co-operation which has already existed in Brussels and Strasbourg between Conservatives and the EPP Group. As the powers of the European Parliament increase over the coming decade, national governments will be looking more and more for support from, and cohesion among, their political allies in the European Parliament.

In the first instance, the new arrangement between the EPP and Conservatives is exclusively at the European Parliament level. I hope the day will not be





des partis conservateurs britanniques et danois au PPE, comme observateurs et éventuellement comme membres à part entière, ne sera pas trop lointaine. Six mois d'étroite collaboration ont renforcé mon point de vue que très peu de choses séparent le conservatisme britannique et la démocratie-chrétienne : l'importance centrale de la responsabilité individuelle et sociale et le libre marché sont des valeurs essentielles que les conservateurs et les chrétiens-démocrates partagent depuis longtemps. Nos traditions rhétoriques sont sans aucun doute distinctes, mais aussi dans ce domaine le processus de convergence est en place: la subsidiarité est aujourd'hui un principe accepté à Londres comme à Bonn et Rome.

Je crois que l'alliance des conservateurs et du PPE à Strasbourg est un élément important de l'évolution politique du Parlement Européen. Le Parlement aura des avantages en termes de solidité et d'efficacité par cette concentration de forces. Son habilité à refléter les débats politiques et les différences en Europe sera augmentée. Cette augmentation n'est pas incompatible avec une ouverture vers le compromis; bien sûr, le compromis peut être atteint plus facilement parmi un petit nombre de négociateurs. En parlant avec une seule voix, les conservateurs et les chrétiens-démocrates au sein du Parlement européen atteindront plus de résultats que s'ils parlaient séparément - un principe, qui a été aux racines de tout ce que la Communauté européenne a atteint pendant les derniers trente-cinq ans!

La dynamique socialiste

Avec l'entrée du PDS à l'Internationale Socialiste comme membre à part entière, celle prévue pour début janvier au sein du Groupe Socialiste du PE et la création, au mois de novembre 1992, du Parti des Socialistes Européens, la gauche socialiste et social-démocrate européenne a opéré une réunification symbolique à un moment où on commence à sentir un retour du balancier politique, sur l'échiquier occidental, vers des préoccupations plus sociales et plus humaines et où le néolibéralisme à outrance démontre ses échecs.

En effet, l'ère des turbulences, qui a suivi le balayage du communisme totalitaire est loin d'être terminée mais le coup de balancier vers la droite, qui avait été la marque des trois dernières années, amorce un clair retour vers les valeurs de social-démocratie, de liberté et de solidarité.

A l'Ouest, plus personne n'ose se réclamer de la doctrine de Margaret Thatcher ou de Ronald Reagan. La victoire de Bill Clinton sur George Bush en est la manifestation la plus éclatante.

A l'Est, les recettes de l'Ecole de Chicago ont fait long feu et les populations commencent à s'en rendre compte et à l'exprimer par leur vote, comme on a pu le constater récemment en Lituanie.

Dans ce contexte, la création du Parti des Socialistes Européens vise aussi à déclencher une

long delayed when the British and Danish Conservative Parties join the EPP as observers and eventually full members. Six months of close collaboration have reinforced my view that very little of substance separates British Conservatism from Christian Democracy: the central importance of the individual, social responsibility and the free market are core values that Conservatives and Christian Democrats have long shared. Our rhetorical traditions are undoubtedly distinct, but even here the process of convergence is taking place; « subsidiarity » is as familiar a concept today in London as in Bonn or Rome.

I believe that the alliance of Conservatism and the European People's Party in Strasbourg is an important part of the European Parliament's political evolution. The Parliament will gain in solidity and effectiveness from this concentration of forces. Its ability to mirror Europe's political debates and differences will be enhanced. And this enhancement is not incompatible with an openness to compromise; indeed, compromise can often be achieved more easily between a limited number of negotiators. By speaking with one voice, Conservatives and Christian Democrats in the European Parliament will achieve more than they would speaking separately - a principle which has been at the very root of all the European Community has achieved in the past thirty five years!

Sir Christopher Prout QC

ED Group Former President

The Socialist Dynamic

With the entry of the PDS in the Socialist International as a full member, the entry foreseen at the beginning of January within the EP Socialist Group, and the creation in November 1992 of the Party of European Socialists, the socialist and social-democratic European Left has brought about a symbolic reunification at a time when the political pendulum in the West is swinging back towards more social and human preoccupations, and when the failure of all-out neo-liberalism has been demonstrated.

Indeed, the era of turbulence which followed the sweeping away of totalitarian Communism is far from over, but the swing towards the right, which has been the tendency of the past three years, marks a clear return towards the values of social democracy, liberty and solidarity.

In the West, no one dares quote the doctrines of Margaret Thatcher or Ronald Reagan any longer. Bill Clinton's victory over George Bush is the most dramatic manifestation of this phenomenon.

In the East, the Chicago School's influence has been felt for a long time; the people are beginning to realise this and to express it by their vote, which happened recently in Lithuania. In this context, the



nouvelle dynamique socialiste et social-démocrate en Europe. Le Groupe Socialiste du PE a largement appuyé la création de ce nouveau parti.

Car, si la position centrale qu'il occupe au sein du PE lui a permis d'atteindre un niveau remarquable de cohésion sur ses principaux défis - la réforme institutionnelle, la ratification de Maastricht, la cohésion économique et sociale, la politique environnementale et le maintien d'une Communauté ouverte -, il a aussi constaté l'éloignement de certaines forces de gauche qui ont adopté une position anti-Maastricht et la difficulté croissante de la coopération avec le PPE, depuis que celui-ci a accueilli les Conservateurs britanniques et danois en son sein, se positionnant ainsi un peu plus à droite comme une force véritablement conservatrice.

C'est pourquoi, le Groupe Socialiste a cherché à se renforcer, depuis le début de cette législature, dans un processus qui atteindra son point culminant au mois de janvier 1993, avec l'accueil de 20 membres du PDS en son sein.

Tout ceci, bien sûr, n'a pas été sans une forte bipolarisation de l'institution où la démocratie-chrétienne, qui s'appelle encore ainsi, ne peut plus jouer à la chauve-souris de la fable - « je suis à gauche, voyez mes ailes, je suis à la droite, vive les rats ».

C'est pourquoi, pour faire pièce à ce regroupement de la droite, la réunification de la gauche européenne a une portée historique avec l'accueil d'un parti dont la compétence et les convictions européennes seront les bienvenues.

Forts de cette majorité de progrès renforcée au PE, nous sommes prêts à relever les défis qui se posent à nous d'ici la fin de la législature, tout d'abord pour ratifier Maastricht, l'appliquer, lui donner tout son sens, puis le prolonger par une initiative de croissance et d'emploi avant la nouvelle réforme institutionnelle prévue pour 1996, mais aussi, sur un plan plus politique, en coordonnant efficacement le mouvement socialiste à tous les niveaux, et surtout au niveau décisionnel.

Il s'agira de répondre au vide idéologique laissé à l'Est et ailleurs, où ne restent que les dégâts du libéralisme.

Mais il nous faut aussi démontrer à nos citoyens l'influence quotidienne que nous avons sur la législation européenne et élaborer un programme commun à tous nos partis pour une campagne électorale de 1994 où nous démontrerons le conservatisme accru des regroupements à droite.

Enfin nous répondrons aux montées racistes, xéno-phobes, fascistes, qui malheureusement s'étendent sur notre continent.

Pour cela, nous comptons avec un nouvel espoir, un nouvel enthousiasme, une nouvelle maison pour la gauche européenne, mais aussi de nouvelles responsabilités et un nouvel engagement plus proche des citoyens qui élisent le PE.

creation of the Party of European Socialists aims also to release a new socialist and social-democratic dynamic in Europe. The EP Socialist Group has largely supported the creation of this new party.

For if the central position that it occupies within the EP has allowed it to reach a remarkable level of cohesion on its main challenges - institutional reform, the ratification of Maastricht, economic and social cohesion, environmental policy and the maintenance of an open Community - it has also witnessed the distancing of certain forces of the Left, which have adopted an anti-Maastricht position, as well as the growing difficulty of cooperating with the European People's Party (EPP) since the EPP brought the British and Danish conservatives into its ranks. This positioned it a bit more to right, like a true conservative force.

For this reason, the Socialist Group has sought to strengthen itself since the beginning of the legislature, through a process which will reach its culmination in January 1993 when it welcomes 20 members of the PDS into its ranks.

This did not happen without a strong bipolarisation of the institution where Christian Democracy, which it is still called, can no longer play the role of the bat in the fable - « I am on the left, look at my wings, I am on the right, long live the rats ». This is why, as a counterpoint to this regrouping of the right, the reunification of the European Left has an historic significance with its inclusion of a party whose competence and European convictions are most welcome.

Strengthened by this majority of reinforced progress in the EP, we are ready to face the challenges which confront us at the end of the legislature: first to ratify Maastricht, apply it, give it its full meaning and then extend it through an initiative of growth and employment before the new institutional reform planned for 1996. But also, on a political level, to coordinate effectively the socialist movement on all levels, especially at the decision-making one.

We will also have to address the ideological void left in the East and elsewhere, where only the damages brought by liberalism remain. But we must all show to our citizens the daily influence that we have on European legislation and develop a programme common to all our parties for an electoral campaign in 1994 where we will give a clear indication of the growing conservatism of the grouping of the right.

Finally, we will address the increasing racist, xenophobic and fascist activities which are unfortunately spreading throughout our continent. For this we reckon with a new hope, a new enthusiasm, a new home for the European Left, but also new responsibilities and a new commitment closer to the citizens who elect the EP.

Jean-Pierre COT

Socialist Group President



L'innovation réformatrice

La décision d'entrer dans le Groupe Socialiste au PE, qui sera opérationnelle à partir de janvier 1993, n'a pas été vécue par les députés européens du Parti Démocratique de Gauche, comme une exécution automatique des principes statutaires de l'Internationale Socialiste et de l'Union des Partis Socialistes Européens, dont le PDS, à Berlin d'abord et à La Haye après, est devenu membre à part entière. Cette adhésion a été au contraire le fruit d'un choix soutenu et favorisé par une action politique convaincue au sein du PE. Ici, les convergences politiques du PDS avec le Groupe Socialiste sur les grands thèmes de l'intégration communautaire se sont systématiquement réalisées.

La signification de cette adhésion augmente aujourd'hui d'une façon considérable. Il s'agit de donner une nouvelle dimension politique et organisationnelle aux forces de la gauche démocratique et réformatrice dans le PE, afin que le défi de la nouvelle Europe soit pleinement compris par les peuples. Nous ne pouvons pas regarder impuissants la marche en arrière de l'histoire européenne.

L'Europe risquerait d'être placée, à cause de cette inversion, dans la cave des utopies qui laissent la maison européenne dans les mains de l'égoïsme du marché et du racisme. L'Europe politique et économique vit une période de récession dure. Les gouvernements, les classes politiques, les partis traditionnels, devenus des défenseurs du statu quo, sont incapables de regarder au delà du court terme: ils vivent dans un état de résignation générale face aux faiblesses de la démocratie occidentale, à nouveau découvertes.

Il y a ainsi besoin d'un projet d'innovation de la gauche européenne, celle qui agit dans l'expérience du PE et qui s'exprime dans le programme du Parti des Socialistes européens, né le 9 novembre à La Haye. Ce projet doit être celui de l'Europe de la solidarité entre les générations, démocratique, transparente, sociale.

Un projet pour une Europe qui soit capable d'être protagoniste d'un nouvel ordre mondial, ouverte et clairvoyante. Un projet pour une Europe fédérale pas seulement respectueuse mais capable de valoriser les diversités pour permettre un dessein et un langage allant au delà des incertitudes et des ambiguïtés du Traité de Maastricht.

Ce projet doit cependant tenir compte de la difficile loi de la lutte politique, qui a traîné la gauche européenne dans un silence gêné pendant les attaques portées par la droite contre les conquêtes fondamentales de la gauche intervenues après la chute du communisme dans l'Europe de l'Est.

Notre travail à Strasbourg peut contribuer, pendant cet hiver 92-93, à sauver l'acquis communautaire aujourd'hui en danger mais aussi - avec plus d'ambition - à défendre les raisons pour lesquelles la gauche est née et pour lesquelles la tâche politique du PDS en Italie et en Europe peut avoir encore une signification.

The Reforming Innovation

The decision to join the Socialist Group in the European Parliament, which will take effect from January 1993 onwards, has not been seen by the MEPs of the PDS as a necessary consequence of the rules of the Socialist International and the Union of the European Socialist Parties, of which the PDS, in Berlin first and in The Hague later, has become a full member. On the contrary, it was a deliberate choice, which was also encouraged by a determined political action within the EP. Here, the political convergences with the Socialist Group on the main themes of community integration were systematically confirmed.

The meaning of this membership increases considerably today. It is a matter of giving a new political and organizational dimension to the forces of the democratic and reforming left in the EP, so that the challenge of new Europe be fully understood by the people. We cannot watch powerlessly as European history goes astray.

Europe would risk to be put, because of this U-turn, in the dustbin of utopias which leave the European house in the hands of market and racist selfishness. Political and economic Europe is going through a period of difficult recession. Governments, political classes, traditional parties, defenders of the status quo, are incapable of looking beyond the short term: they live in a state of general resignation in the face of the weaknesses of Western democracy, which have yet again been exposed.

What is necessary is an innovative project from the European Left, acting within the European Parliament and expressing itself in the European Socialists Party Programme, founded in The Hague on 9 November 1992. This project must be for a Europe of solidarity between generations; a democratic, transparent and social Europe; a Europe capable of being the leading actor in a new global order; an open and perceptive Europe. We want a project for a Federal Europe which not only respects but also is capable of making the most of diversities in order to allow a language going beyond the uncertainties and ambiguities of the Maastricht Treaty.

This project, however, must take into account the difficult law of the political fight, which drew the European Left into an embarrassed silence during the tough attacks by the right to its own fundamental acquisitions, after the fall of Communism in Eastern Europe.

Our effort in Strasbourg, in the winter of 92-93, can contribute to rescuing the endangered « acquis communautaire » and also - more ambitiously - to defend the reasons for which we were born and for which the job of the PDS - in Italy as in Europe - can still be meaningful.

Luigi Colajanni

GUE Group President



Le point sur la ratification de Maastricht

Vous trouvez ci-dessous une mise à jour des procédures de ratification du Traité de Maastricht jusqu'au 18 décembre 1992 ainsi que de l'accord EEE et des accords d'association avec l'Hongrie et la Pologne.

Nous remercions la Division « relations avec les parlements des Etats membres » du Parlement européen pour les informations qui nous permettent la publication de ce dossier.

Après les votes positifs de la Chambre des Députés italienne, du Sénat belge et espagnol, de l'Assemblée portugaise, des deux Chambres néerlandaises, du Bundestag et du Bundesrat, intervenus le 29 octobre, le 4 et le 25 novembre, les 9 et 10 décembre, les 10 et 15 décembre, les 2 et 18 décembre, le Traité d'Union vient d'être ratifié par six pays en plus. Dix pays ont donc ratifié au 18 décembre soit par voie référendaire: Irlande et France, soit par voie parlementaire: Luxembourg, Grèce, Belgique, Italie, Espagne, Portugal, Pays-Bas et Allemagne.

Dans ce contexte, demeurent l'incertitude sur le résultat du deuxième référendum danois et sur la date de la ratification britannique.

Dans la plupart des pays, des modifications sont requises pour adapter la Constitution aux dispositions du Traité. En général, les révisions constitutionnelles sont intervenues en préalable à la ratification, comme en Allemagne, en Espagne, en France et au Portugal; mais ce n'est pas toujours le cas: ainsi la Belgique, l'Italie et le Luxembourg modifieront leur Constitution plus tard. Dans certains cas, ce n'est pas la Constitution qui devra être modifiée, mais des lois existantes, notamment sur le vote des étrangers. Dans plusieurs pays, les modifications constitutionnelles pour la ratification du Traité ne permettront pas un automatisme dans les transferts de compétences ultérieures, par exemple celles découlant de la future Conférence intergouvernementale prévue en 1996, notamment en matière de défense commune et de pouvoirs du Parlement européen. Ainsi, dès maintenant, l'accord entre le gouvernement allemand et le Parlement prévoit une approbation par la majorité des 2/3 dans les deux Chambres pour toute nouvelle étape de l'intégration.

Dans la plupart des pays, le débat sur la ratification a été l'occasion d'une augmentation de l'influence du Parlement national sur l'activité communautaire de son propre gouvernement. Ainsi, le Parlement français disposera du droit de voter des résolutions d'initiative sur l'activité communautaire, alors qu'il ne dispose de ce droit dans aucun autre domaine; le Parlement allemand verra accrues ses possibilités de contrôle. La participation du Bundestag aux affaires communautaires est désormais ancrée dans la Constitution. Mais, de plus, une deuxième intervention des Parlements est parfois envisagée après la ratification pour le passage à la troisième étape de l'UEM (en 1997 ou, au plus tard, en 1999): c'est le cas au Royaume Uni mais aussi en Allemagne où le

Maastricht Ratification: Status

Here is an up-date of the Maastricht Treaty ratification procedures up to 18 December 1992 and also of the EEA Agreement and the Hungary and Poland Agreements.

We thank the « Division for Relations with the Parliaments of the Member States » of the European Parliament which made the publication of this dossier possible.

With votes in favour by the Italian Chamber of Deputies, the Belgian and the Spanish Senate, the Portuguese Assembly, the Two Dutch Chambers and the Bundestag and Bundesrat, on 29 October, 4 and 25 November, 9 and 10 December, 10 and 15 December and 2 and 18 December respectively, the Treaty of Union has just been ratified by an additional six countries.

This brings to ten the number of countries that have now ratified, either by referendum - Ireland and France - or through the parliamentary process - Luxembourg, Greece, Belgium, Italy, Spain, Portugal, The Netherlands and Germany.

In this generally favourable situation uncertainty remains as to the results of the second Danish referendum and the date of the British ratification.

In most Member States, changes will be required to bring national constitutions into line with the Treaty provisions. In general, the constitutional changes were made prior to ratification (as in Germany, Spain, France and Portugal), but this is not always the case. For example, Belgium, Italy and Luxembourg will amend their constitution at a later date. In certain cases, it is not the constitution which will have to be amended, but existing laws, in particular on voting rights for foreigners.

In several Member States, the constitutional changes made in connection with the ratification of the Treaty on European Union do not include provision for subsequent transfers of powers to be made automatically, for example, powers deriving from the intergovernmental conference to be held in 1996, in particular on common defense and powers of the European Parliament. Thus, the agreement between the German Government and Parliament provides for approval by a two-thirds majority in both chambers for any new stage in integration.

In most Member States, the debate on the ratification of the Maastricht Treaty has served to increase the influence exerted by the national parliament concerned on the Community activities of its own government. For example, the French National Assembly will have the right, which it does not have in any other area, to adopt own-initiative resolutions on Community activities; the supervisory powers of the German Bundestag will be enhanced, in particular as regards respect for the rights of the Länder. The involvement of the Bundesrat in Community affairs is now enshrined in the constitution.





Bundesrat a exprimé le souhait d'être - aussi bien que le Bundestag - consulté formellement.

Dans certains pays, les débats de révision constitutionnelle ou de ratification aboutissent à des conclusions différentes du Traité. En France, l'obligation, découlant du Traité, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens communautaires, a été transformée en possibilité. Au Luxembourg, le Parlement a accompagné l'autorisation de ratification d'une motion enjoignant au gouvernement de fixer de strictes conditions limitatives au vote aux étrangers.

Enfin, il convient de noter que les Parlements nationaux sont appelés à autoriser la ratification de plusieurs autres accords qui intéressent directement la Communauté et notamment l'accord de Schengen (signé par huit pays de la CEE; ratification déjà effectuée en France, Espagne, Portugal et Luxembourg; ratification attendue en Belgique, Italie, Pays Bas et Allemagne), celui sur l'Espace Economique Européen (ratification effectuée au Portugal et en Irlande; ratification prévue avant la fin de l'année aux Pays-Bas, au Danemark, au Luxembourg et en Allemagne), et les accords d'association avec l'Hongrie et la Pologne (ratification effectuée en Irlande, Royaume-Uni et Danemark; ratification prévue avant la fin de l'année au Luxembourg et en Allemagne). Le « Paquet Delors II » sur le financement du budget communautaire devra être approuvé par chacun des douze Parlements nationaux.

Belgique - La Chambre des Représentants a ratifié le 17 juillet par 146 oui, 33 non et 3 abstentions. Ont voté contre les Ecologistes, le Vlaams Blok (parti régionaliste d'extrême droite) et la Volksunie (sauf le chef du groupe, qui a voté pour), alors que les 3 abstentions sont du Front National et du Parti Rossem. Le Sénat a ratifié définitivement le 4 novembre par 115 oui, 26 non et une abstention. Ont voté contre ECOLO-AGALEV (à l'exception de Ludo Dierickx, président de l'Intergroupe fédéraliste belge, qui a voté pour), la Volksunie (à l'exception de M. van Hooland, qui s'est abstenu) et le Vlaams Blok. L'amendement constitutionnel pour le droit de vote et l'éligibilité des citoyens communautaires aux élections municipales et européennes ne sera abordé avant la fin de 1993.

Danemark - Résultat du référendum du 2 juin: 50,7% non, 49,3% oui. Après la présentation par le gouvernement du Livre Blanc sur le Danemark et le Traité de Maastricht, sept des huit partis du Folketing (à l'exception de la formation de droite du « Parti du Progrès ») sont parvenus le 22 octobre à un « compromis national » quant à la position du Danemark vis-à-vis du Traité, compromis qui a été inspiré par les formations de gauche « Socialdemokratiet » et « Socialistisk Folkeparti » et approuvé formellement par la commission du Folketing responsable des relations avec la CEE. Selon ce compromis, le Danemark refuse de prendre part à la défense commune, d'introduire la monnaie unique et de se soumettre aux exigences de politique économique liées à la troisième phase de l'UEM, de se lier aux engagements relatifs à la citoyenneté européenne, d'accepter le transfert de souveraineté en matière

Moreover, provision has in some cases been made for a second vote in the parliaments, after ratification, on the transition to the third stage of EMU (in 1997 or at latest in 1999): this is the case in the United Kingdom and also in Germany, where the Bundesrat - like the Bundestag - wishes to be formally consulted.

In some countries, debates on constitutional changes or ratification are arriving at conclusions which differ slightly from the Treaty. In France, the obligation, under the Treaty, to give Community citizens the right to vote and stand for election in municipal elections has become a possibility. In Luxembourg, Parliament accompanied its authorization for ratification with a motion calling on the Government to set tight restrictions on foreigners' voting rights.

It should also be noted that the national parliaments will be required to authorize the ratification of several other agreements of direct interest to the Community: - the Schengen Agreement (signed by eight EC countries, already ratified by France, Spain, Portugal and Luxembourg and to be ratified by Belgium, Italy, The Netherlands and Germany); - The EEC-EFTA agreement on the European Economic Area (now ratified by Portugal and Ireland, ratifications are foreseen before the end 1992 in The Netherlands, Denmark, Luxembourg and Germany); - The EEC association agreements with Hungary and Poland (ratified in UK, Denmark and Ireland. The ratification is foreseen in Luxembourg and Germany before the end of 1992).

The « Delors II package », concerning expenditures and resources of the EEC budget, will also require the approval of each of the twelve national parliaments.

Belgium - On 17 July the Chamber adopted the the Treaty by 146 votes to 33 with three abstentions. Those against: Vlaams Blok (extreme right regionalist party), Volksunie - but the leader of their parliamentary group voted in favour - as did the Ecologists. The three abstentions were by the National Front and the Rossem Party. The debate and vote in the Senate was held on 4 November, by 115 votes in favour with 26 against and one abstention. Those who voted against were: Ecolo-Agalev (except Mr Ludo Dierickx, President of the Belgian Federalist Intergroup, who voted in favour), the Volksunie (except Mr van Hooland, who abstained) and the Vlaams Blok. The constitutional amendment for the right to vote and the eligibility of the Community citizens to stand in local government elections will be considered not before the end of 1993.

Denmark - Result of the referendum of 2 June 1992: No: 50.7%; Yes: 49.3%. After the government's submission of its White Paper on Denmark and the Maastricht Treaty, seven of the eight parties in the Folketing (with the exception of the right coalition of the « Progress Group ») worked out a national compromise vis-à-vis the Treaty. This compromise was proposed by the left parties « Socialdemokratiet » and « Socialistisk Folkeparti » and was formally approved by the Folketing committee responsible for relations with the European Community. Under the compromise, Denmark would not take part in the so-



judiciaire et de police. Le gouvernement danois soumettra au Folketing, dans le prochain mois de janvier, une nouvelle proposition de loi de ratification, sur la base de la « décision » adoptée par le Conseil européen d'Edimbourg. Après l'adoption parlementaire, le gouvernement pourra convoquer un deuxième référendum, qui devrait avoir lieu au mois d'avril.

Allemagne – Le Bundestag a voté par 543 « oui » contre 17 « non », en faveur de la ratification du Traité de Maastricht, en adoptant en même temps une résolution qui demande que soit garantie la stabilité de la monnaie dans la future UEM. Les partis de la majorité (CDU, CSU et FDP) ainsi que les Verts et les sociaux-démocrates (SPD) ont voté pour, tandis que les anciens communistes de la DDR (PDS) ont voté contre. La ratification définitive a eu lieu au Bundesrat le 18 décembre.

Espagne – Le Parlement espagnol a modifié la Constitution (article 13.2) pour permettre l'éligibilité des citoyens communautaires aux élections municipales. Le 29 octobre, le Congrès a ratifié par 314 votes pour, 3 contre (la coalition basque « Herri Batasuna ») et 8 abstentions (la moitié du groupe « Izquierda unida » et notamment son président Julio Anguita). Le Sénat a complété le processus de ratification le 25 novembre.

Grèce – Le Parlement grec a ratifié le 31 juillet avec 386 voix pour et 8 voix contre (le groupe du Parti Communiste Grec - KKE - et un député écologiste). L'opposition socialiste du Pasok a été en faveur de la ratification.

France – En juin, le Congrès (Assemblée et Sénat réunis à Versailles) a adopté à une très large majorité (RPR n'a pas participé au vote) un projet de révision constitutionnelle qui prévoit les transferts de compétences nécessaires à l'établissement de l'UEM et à la détermination des règles de la politique des « visas ». Le référendum du 20 septembre a donné les résultats suivants: le « oui » a obtenu 51,05% des voix contre 48,95% « non », soit une majorité de 2,10% (539.894 voix). La participation au vote a été de 69,68%.

Irlande – Le 18 juin, au cours du référendum, les Irlandais se sont prononcés à une large majorité (69%) en faveur du Traité.

Italie – Le 17 septembre, le Traité a été approuvé par le Sénat (176 voix pour, 16 contre et une abstention). Les députés de « Rifondazione Comunista » ont voté contre et le groupe d'extrême droite « Movimento Sociale Italiano » n'a pas participé au vote. Le 29 octobre, la Chambre a approuvé définitivement le Traité par 403 voix en faveur, 46 contre et 18 abstentions. Ont voté contre le « Movimento Sociale Italiano » et « Rifondazione Comunista » tandis que la « Lega Nord » s'est abstenue. A noter l'absence de presque tous les secrétaires des partis politiques ainsi que de l'ancien ministre des affaires étrangères et négociateur du Traité de Maastricht, M. Gianni De Michelis.

Luxembourg – Le 2 juillet, la Chambre luxembourgeoise a ratifié le Traité par 51 « oui » et 6 « non » (écologistes, parti communiste et parti du 5/6ème). La Constitution devra être modifiée pour

called 'defence' dimension; would not introduce the common currency, and would not be subject to the requirements of economic policy relating to the third stage of EMU would not be bound by commitments relating to citizenship of the Union; would not agree to the transfer of sovereignty in judicial and policing matters.

The Danish Government will then submit, in January, a new bill on the basis of the « decision » adopted by the Edinburgh European Council. After the parliamentary adoption, the government will be able to call for a second referendum, which should take place in April.

Germany – The Bundestag voted 543 to 17 in favour of ratification of the Treaty of Maastricht. At the same time it adopted a resolution calling for a guarantee of the stability of the currency of the future EMU. The majority parties (CDU, CSU and FDP) together with the Greens and the Social-democrats voted in favour, the former communists of the DDR (PDS) voted against. The Bundesrat ratified on 18 December.

Spain – The Spanish Parliament amended the Constitution (Article 13.2) to give Community citizens the right to vote and stand as candidates at local elections. On 29 October, Congress adopted the government ratification bill. The vote was 314 in favour, 3 against with 8 abstentions. Three members of the basque Herri Bata-suna coalition voted against. The abstentions were by some of the Izquierda Unida (United Left) coalition, in particular its president Julio Anguita. The bill was adopted by the Senate on 25 November 1992.

Greece – The Greek Parliament ratified the Maastricht Treaty on 31 July by 386 votes to only 8 against (Greek Communist Party KKE and one ecologist member). The opposition (PASOK) was in favour of ratification.

France – In June the Congress (Assembly and Senate combined in Versailles) adopted a constitutional amendment bill by a wide majority (the RPR abstained) providing for the transfers of powers 'necessary' for establishing EMU and laying down rules for visa policies. The result of the 20 September referendum was as follows: yes: 51.05%; no: 48.95%, giving a majority of 2.10% (539 894 votes). The turnout was very high (69.68%).

Ireland – In the 18 June referendum, the Irish voted in favour of the Treaty by a very large majority (69%).

Italy – On 17 September the Treaty was approved by a overwhelming majority by the Senate (176 to 16, with 1 abstention). Rifondazione Comunista voted against. The Movimento Sociale-Destra Nazionale Group (MSI-DN) abstained. On 29 October the Chamber approved the Treaty by 403 votes to 46 with 18 abstentions. MSI and Rifondazione comunista voted against; the Lega Nord abstained. To be noticed the absence of almost all political party secretaries and of the former Foreign Minister and negotiator of the Maastricht Treaty, Mr. Gianni De Michelis.



permettre le droit de vote et l'éligibilité des citoyens communautaires. Cette modification est prévue pour 1994.

Pays-Bas – La Tweede Kamer s'est prononcée positivement le 10 décembre. Seulement quatre petits partis (12 voix) ont voté contre: les partis « réformes », les Verts et le Centre démocratique d'extrême droite. La Eerste Kamer a accompli la procédure de ratification le 15 décembre.

Portugal – Les modifications constitutionnelles nécessaires en matière de droit d'éligibilité, de pouvoirs de la Banque Centrale européenne et d'émission de monnaie ont été adoptées par l'Assemblée le 17 novembre. La ratification parlementaire a eu lieu les 9 et 10 décembre. L'extrême gauche (Parti Communiste) et une partie de la droite (Centro democratico social) ont voté contre.

Royaume-Uni – Le calendrier de la ratification demeure incertaine. Deux votes de principe ont eu lieu à la House of Commons, le 20 mai et le 4 novembre. Dans ce dernier vote, la proposition du gouvernement conservateur a été adoptée avec seulement trois voix de majorité. Le gouvernement a annoncé officiellement que le vote final de ratification dans les deux Chambres (House of Commons et House of Lords) aura lieu après la ratification danoise.

Luxembourg – On 2 July the Luxembourg Parliament voted in favour of the bill approving the Treaty by 51 votes to 6 (against: Ecologists, Communists and the Five-Sixths Party). The Constitution will have to be amended to give the right to vote and stand for election to Community citizens. The amendment should be implemented in 1994.

The Netherlands – The Second Chamber voted in favour of the ratification bill on 10 November. Only four small parties (12 votes) voted against the three 'reformed' parties (the GP, RPF and SGP), the Green Party and the extreme right party (Democratic Centre). The First Chamber achieved the ratification procedure on 15 December.

Portugal – On 17 November an amendment to the Constitution was made (right to stand for election, powers of the Central Bank, currency issues). The Assembly ratified on 9 and 10 December 1992: the extreme left (Communist Party) and a part of the right wing (LDS) voted against.

United Kingdom – The timetable for ratification remains uncertain. Two votes of principle in favour of the Treaty of Maastricht took place on 20 May and 4 November this year. On 4 November the government proposition passed with a majority of only three votes. The Government officially announced that the final vote in the two Houses (House of Commons and House of Lords) will take place after the Danish ratification.



CROCODILE

Editeur : Pier Virgilio Dastoli.

Co-Présidents : John Pinder et Francesco Gui.

Lettre mensuelle, fondée par Altiero Spinelli, Felice Ippolito et Pier Virgilio Dastoli en octobre 1980 pour soutenir l'action du Club Crocodile. Publiée en français, anglais et italien, à partir du mois d'avril 1990, avec la collaboration des Intergroupes parlementaires fédéralistes et avec le soutien du Club Crocodile pour l'Union européenne.

Coordination Interparlementaire : Adelaide Aglietta, Victor Manuel Arbeloa Muru, Richard Balfe, Rosaria Bindi, Bruno Boissière, Maria Luisa Cassanmangago Cerretti, Willy De Clercq, Jon Gangoiti Llaguno, Fernand Herman, Rudolf Luster, Mario Melis, Vincenzo Mattina, William Newton Dunn, Ioannis Pesmazoglou, Carlos Pimenta, Max Simeoni (Parlement européen), Cesare Dujany, Luigi Granelli, Diego Novelli, Gerolamo Pellicano (Italie), Ludo Dierickx, Anne-Marie Lizin (Belgique), George Mesmin, Marie-Noëlle Lienemann (France), Franz Jaeger (Confédération Helvétique), Ulrich Irmer (Allemagne), Fiorello Cortiana, Albert Gordiani, Alessandra Zagatti (Assemblées régionales).

Ont collaboré à notre Lettre : Maria Adelaide Aglietta, Michel André, Victor Manuel Arbeloa Muru, Balasz, Martin Bangemann, Enrique Baron Crespo, Frank Blankaert, Franco Borgo, Mathilde van den Brink, Leon Brittan, Peter Brown, Hendrik Brugmans, Michel Carpentier, Maria Luisa Cassanmagnago Cerretti, Nicola Catalano, Luigi Colajanni, Emilio Colombo, Jon Colom i Naval, Richard Corbett, Jean-Pierre Cot, Biagio De Giovanni, Paul de Keersmaecker, Ludo Dierickx, Maurice Duverger, Andreas Eggenberg, Yves Farge, Paolo Fasella, Ben Fayot, Giulio Fantuzzi, Monica Frassoni, Carlo Maria Frediani, Valery Giscard d'Estaing, Serge Ghizzardi, Klaus Hänsch, Erna Hennecok Schoepger, Sigrid Hüsken, Nilde Iotti, Alfonso Iozzo, Ulrich Irmer, Irmeli Karhio, Egon Klepsch, Sylvie Kormoss, Jean-Paul Jacqué, Claire Joanny, Alain Lamassoure, Richard Lamming, Nereo Laroni, Rolf Linkhor, Livius, Jean-Victor Louis, Alberto Majocchi, Sergi Mari, Stephane Martayan, David Martin, Soraya Martinez, Gary Miller, Roisin Ni Chonchuir, Dietmar Nickel, Charles-Ferdinand Nothomb, Simon Nugent, Filippo Maria Pandolfi, Marco Pannella, Iannis Papageorgiou, Bruno Peek, Silvana Pennella, Andrea Pierucci, Paolo Ponzano, Christopher Prout, Christa Randzio-Plath, Tullio Regge, Francesca Romana Ratti, Carlo Ripa di Meana, Pierluigi Romita, Sophie Rouvez, Roberto Santaniello, Adrian Taylor, Léo Tindemans, Renzo Trivelli, Jacques Vernier, Jan Vandemeulebrouke, Wagner, Laurent Warlop.

Edition : Crocodile sprl, Centre d'information, de recherche et de documentation fédéraliste, rue Froissart 119, bte 23, B-1040 Bruxelles, tél. 284 51 28 / 284 33 41 / 284 71 28 / 284 36 78 - Fax 284 91 28.

Administration-gestion : Saverio Dastoli et Laura Autore.

Bureau de Rome : via della Colonna Antonina 35, I-00186 Rome, tél. 684 12 35 - Fax 679 69 68 (Nicola Forlani).

Imprimé par : Imprimerie De Beys, chaussée de Waterloo 1245, B-1180 Bruxelles, tél. 374 17 25 - Fax 374 44 62.

Crocodile est envoyé à tous ceux qui acceptent de soutenir les frais de rédaction, de traduction, d'impression et de diffusion, moyennant une contribution annuelle de 1700 FB (minimum), à verser en faveur de Crocodile, BBL 310.0201848-77, Agence Européenne, Bruxelles.

L'idée graphique de Crocodile a été imaginée et dessinée par Sergio Ruffolo.

Crocodile peut être envoyé aussi par fax.



12 Le Danemark... au centre de l'Europe

A partir du 1er janvier et jusqu'au 30 juin 1993, le gouvernement danois de Poul Schlüter assumera la présidence de tous les institutions et organes intergouvernementaux de la Communauté européenne: Conseil européen, Conseils des Ministres, coopération politique, coopération judiciaire, comités consultatifs etc..

Les hasards de l'alphabet donnent ainsi la présidence du Conseil de la Communauté au pays dont la majorité des citoyens a rejeté par référendum le Traité de Maastricht.

C'est la cinquième fois que le Danemark assure la présidence du Conseil de la Communauté, après son adhésion, le 1er janvier 1973. La dernière présidence a eu lieu le deuxième semestre de l'an 1987 et elle a avait été caractérisée par l'échec du Conseil européen de Copenhague consacré à l'examen du Paquet Delors-I.

Le quatrième gouvernement Schlüter a été constitué après les élections générales du 12 décembre 1990 et il a fait suite aux trois gouvernements présidés par M. Schlüter en 1982, 1984 et 1988. Il s'agit d'un gouvernement minoritaire composé par le parti du premier ministre, « Konservative Folkeparti », et par le parti libéral, « Venstre », du ministre des affaires étrangères M. Ellemann-Jensen.

Le gouvernement dispose de 61 sièges au Folketing (30 conservateurs, 29 libéraux, d'un député des Iles Féroé et d'un député du Groenland), tandis que l'opposition dispose de 69 sièges sociaux-démocrates, 15 sièges du Parti Socialiste du Peuple, 12 sièges du Parti du Progrès, 9 sièges du Parti du Centre, 7 sièges des libéraux de gauche, de 4 sièges du Parti Chrétien du Peuple, d'un député des Iles Féroé et d'un député du Groenland.

Parmi les priorités de l'agenda communautaire danoise, il y a la question... danoise, créée par le résultat négatif du référendum populaire du 2 juin 1992 sur le traité de Maastricht. En plus, la présidence danoise devra donner suite aux décisions assumées par le Conseil européen d'Edimbourg, notamment en matière de budget communautaire (le Paquet Delors-II), d'achèvement du marché intérieur dans les secteurs de la libre circulation des personnes et de l'harmonisation fiscale, de réalisation de la dimension sociale. En ce qui concerne le rôle international de la Communauté, l'agenda danoise prévoit notamment la conclusion de l'Uruguay Round, les suites à donner à la coopération avec les pays de l'Europe centrale et orientale et, last but not least, les perspectives de l'élargissement de la Communauté aux pays qui ont présenté leur demande d'adhésion: Autriche, Chypre, Finlande, Malte, Norvège, Suisse, Suède, Turquie.

Comme pour chaque présidence, le moment central de l'activité intergouvernementale sera constitué par la réunion semestrielle du Conseil européen, qui aura lieu à Copenhague les 21 et 22 juin 1993, si une réunion extraordinaire ne sera pas nécessaire, compte tenu de l'état des dossiers politiques communautaires.

Denmark... in the middle of Europe

From 1 January to 30 June 1993, the Danish government of Poul Schlüter will take over the presidency of all the institutions and inter-governmental bodies of the European Community: European Council, Council of Ministers, political cooperation, legal cooperation, advisory committees and so on.

By alphabetic coincidence the Presidency of the Council of the Community goes to a country a majority of whose citizens rejected the Maastricht Treaty by referendum.

This is the fifth time that Denmark will have chaired the Community Council, since its membership on 1 January 1973. The last presidency was the second half of the year 1987 and was marked by the failure of the Copenhagen European Council on the Delors I Package.

The fourth Schlüter government was formed after the general elections of 12 December 1990 and followed three governments already chaired by Mr. Schlüter in 1982, 1984 and 1988. This government is a minority government made up of Poul Schlüter's own party, the Danish « Konservative Folkeparti » and the Liberal Party, « Venstre » of the Minister of Foreign Affairs Mr. Ellemann-Jensen.

The government commands 61 seats (30 Conservatives, 29 Liberals and 1 MP from Greenland and 1 MP from the Faroes Islands). The opposition holds 69 Social Democrat seats, 15 Socialist People's Party seats, 12 Progress Party seats, 9 Centre Democrat seats, 7 Radical Liberals seats and 4 Christian People's Party seats, plus 1 MP from Greenland and 1 MP from the Faroes Islands.

Among the priorities of the Danish Community agenda, there is the Danish... problem, resulting from the negative answer to the popular referendum of 2 June 1992 on the Treaty of Maastricht. In addition, the Danish presidency will have to implement the decisions taken by the European Council in Edinburgh, in particular those on Community budget (Delors II Package), completion of the Internal Market in respect of free movement of persons and fiscal harmonisation, plus achievement of the social dimension. Concerning the international role of the Community, the Danish agenda foresees in particular the conclusion of the Uruguay Round, namely how to conduct cooperation with Central and Eastern European countries and, last but not least, the perspectives for enlargement of the Community to the applicant countries: Austria, Cyprus, Finland, Malta, Norway, Switzerland, Sweden and Turkey.

As in each presidency, the main event of inter-governmental activity will be the six-monthly meeting of the European Council, which will take place in Copenhagen on 21 and 22 June 1993, unless any extraordinary meeting is necessary.





La présidence danoise a déjà décidé de convoquer quarante réunions du Conseil, dont 7 au niveau des ministres des affaires étrangères, 6 des ministres de l'agriculture, 5 des ministres des finances, 3 des ministres du marché intérieur, 2 des ministres des transports, de la pêche, de l'environnement, du travail, de la recherche, et une des ministres des consommateurs, de l'énergie, de l'industrie, des télécommunications, de la culture, du développement, de la santé, de l'éducation et de l'immigration.

Le « who's who » de la présidence danoise

Le premier ministre danois, Poul Schlüter, 63 ans, est un des leaders du parti conservateur depuis 48 ans, avant comme chef des Jeunes Conservateurs et puis comme président du parti. Avocat, il siège au Folketing depuis 1964, où il est devenu porte-parole des députés conservateurs en 1971. A partir des élections générales en 1982, il a présidé tous les gouvernements de coalition de centre-droite, qui ont renversé, après 81 ans, les gouvernements de coalition ou à majorité social-démocrate. Avec le président Mitterrand, le chancelier Kohl et les premiers ministres Gonzalez et Lubbers, il a ainsi une expérience de plus de dix ans dans les réunions du Conseil européen.

Le ministre des affaires étrangères, Uffe Ellemann-Jensen, 51 ans, est le président du Parti Libéral et siège au Folketing depuis 1977, où il a été porte-parole du groupe libéral et président de la commission pour les relations avec la Communauté européenne. Journaliste et économiste, M. Ellemann-Jensen est devenu ministre des affaires étrangères dans le premier cabinet Schlüter: il est donc le doyen d'âge des ministres des affaires étrangères qui siègent au sein du Conseil européen.

Le ministre des finances, Henning Dyremose, 47 ans, a été ingénieur chimique avant d'entrer au Folketing en 1979 comme député du parti conservateur. Il a remplacé M. Schlüter dans la tâche de porte-parole du groupe, quand ce dernier a formé son premier cabinet en 1982. Retourné « aux affaires » en 1984, il a été appelé au gouvernement en 1986 en tant que ministre du travail, avant d'être nommé ministre des finances en 1989.

Le ministre de la défense, Knud Enggaard, 63 ans, a été aussi ingénieur avant d'entrer dans la vie politique comme président de la jeunesse libérale et, par la suite, de devenir député au Folketing en 1964, où il a été président du groupe libéral. Dès 1978, il a été plusieurs fois ministre de l'intérieur, de l'énergie, des affaires économiques et, enfin, de la défense à partir de 1988.

Le ministre de l'éducation et de la recherche, Bertel Haarder, 48 ans, a été élu député au Folketing en 1975, où il a été vice-président du groupe libéral, président de la commission recherche et vice-président de la commission finances avant de devenir ministre de l'éducation et de la recherche en 1982. Pendant longtemps, il a exercé une grande influence sur l'opinion publique danoise avec ses livres politiques comme « La tyrannie des institutions » et « Des limites à la politique ».

Le ministre de la Justice, Hans Engell, 44 ans, est membre du Folketing pour le Parti Conservateur

The Danish presidency has already decided to convene forty Council meetings: 7 of Foreign Ministers, 6 of Agriculture Ministers, 5 of Finance Ministers, 3 of Internal Market Ministers, 2 of the Ministers of Transport, Fisheries, Environment, Employment, Research and one of the Ministers of Consumers, Energy, Industry, Telecommunications, Culture, Development, Health, Education and Immigration.

The « who's who » of the Danish Presidency

The Danish Prime Minister, Poul Schlüter, 63, lawyer, has been one of the leaders of the Conservative Party for 48 years. First as leader of the Young Conservatives and then as president of the Party. Member of the Folketing since 1964, he became, in 1971, spokesman of the Conservative MPs. Since the general elections in 1982, he has chaired all the centre-right coalition governments, which overturned, after 81 years, both the coalition governments and the social-democrats majority governments. As President Mitterrand, Chancellor Kohl and Prime Ministers Gonzales and Lubbers, Mr. Schlüter has more than a decade of experience of European Council meetings.

The Foreign Affairs Minister, Uffe Ellemann-Jensen, 51, journalist and economist, is the president of the Liberal Party and has sat in the Folketing since 1977, where he has been spokesman of the Liberal Group and chairman of the European Market Relation Committee. Mr. Ellemann-Jensen was appointed Minister for Foreign Affairs during Mr. Schlüter's first cabinet: he is, therefore, one of the most senior members of the Ministers for foreign affairs sitting in the European Council.

The Minister for Finance, Henning Dyremose, 47, chemical engineer, came to the Folketing in 1979 as a Conservative MP. He took Mr. Schlüter's place as spokesman of the group, when the latter formed his first cabinet in 1982. He went back to « his business » in 1984, but returned to the government as Minister for Labour in 1986, before being appointed Minister for Finance in 1989.

The Minister for Defence, Knud Enggaard, 63, was also an engineer before entering political life as national chairman of Liberal Youth (1959-62) and then as a MP in the Folketing in 1964, where he was chairman of the Liberal Group. Since 1978, he has been Minister for the Interior, Energy, Economic Affairs and Defence from 1988.

The Minister for Education and Research, Bertel Haarder, 48, was elected to the Folketing in 1975, where he was vice-chairman of the Liberal group, chairman of the science committee and vice-chairman of the parliamentary finance committee until he became Minister for Education and Research in 1982. For a long time he has influenced public opinion in Denmark through numerous articles and books, among those « Tyranny of Institutions » and « Limits to Politics ».

The Minister for Justice, Hans Engell, 44, has been member of the Folketing for the Conservatives Party



depuis 1984. Il a été ministre de la défense de 1982 à 1987 avant de devenir ministre de la Justice en 1989. Pendant sa carrière politique, il a été entre autres président du comité « défense » du Parti conservateur, de l'Euro-Groupe de l'OTAN et de la commission « sécurité » du Folketing.

Le ministre de l'intérieur et des affaires économiques, Thor Pedersen, 47 ans, est député au Folketing pour le groupe libéral depuis 1985. En 1987, il a été nommé ministre de l'intérieur.

Le ministre de l'agriculture, Laurits Tørnaes, 56 ans, a passé onze ans dans la mer du Nord comme propriétaire de bateaux. Membre du Folketing pour le Parti libéral depuis 1981, il a été porte-parole de son groupe, avant d'être nommé ministre de l'agriculture en 1988.

Le ministre de la pêche, Kent Kirk, 44 ans, a été membre du groupe conservateur du Parlement européen pendant la première législature, avant d'entrer au Folketing en 1984, où il a été porte-parole de son groupe. En 1989, il a été nommé ministre de la pêche.

Le ministre du travail, Knud Kirkegaard, 50 ans, a été maître d'école avant d'être élu au Folketing pour le Parti conservateur en 1984. Dès 1989, il a été nommé ministre du travail.

Le ministre de l'industrie et de l'énergie, Anne Birgitte Lundholt, 40 ans (le plus jeune membre du gouvernement), a été fonctionnaire de la Commission européenne avant de rentrer au Danemark pour travailler dans le domaine des industries textiles. Nommée ministre de l'industrie en 1989, elle a été confirmée dans cette tâche dans le dernier gouvernement Schlüter, en 1990.

Le ministre de la santé, Ester Larsen, 56 ans, professeur, a été membre de la direction du Parti Libéral et présidente de l'organisation libérale de l'éducation pour adultes. En 1989, elle a été nommée ministre de la santé.

Le ministre des transports, Kaj Ikkast, 57 ans, après une longue expérience dans les Forces Armées, est devenu membre du Folketing pour le Parti Conservateur en 1983. Vice-président du Conseil d'administration de la « Scandinavian Airlines System », il a été nommé ministre des transports en 1990.

Le ministre de l'environnement, Per Stig Møller, 50 ans, a été lecteur dans l'Université de la Sorbonne, vice-président et ensuite président de la Radio Danoise. En 1984, il est entré au Folketing pour le groupe conservateur et il a été membre de l'Assemblée du Conseil de l'Europe. En 1990, il a été nommé ministre de l'environnement.

Le ministre des affaires sociales, Else Winther Andersen, 51 ans, est devenue membre du Folketing en 1990, après une longue expérience professionnelle dans le domaine agricole. En 1990, elle a été nommée ministre des affaires sociales.

Le ministre de la culture, Grethe Fogh Røstbøll, 51 ans, a été candidate pour le Parti conservateur aux élections européennes en 1979 et aux élections nationales en 1990. Elle a publié beaucoup de livres comme « Le langage et les machines EDP », « Le langage et les poètes », « Le langage dans l'air », « Les barrières linguistiques », « Le langage et le sexe ». En 1990, elle a été nommée ministre de la culture.

from 1984. He was Minister for Defence from 1982 to 1987 and then in 1989 was appointed Minister for Justice. During his political career he was also Chairman of the Conservative Party's Defence Committee, of the NATO Euro-Group and of the Parliamentary Security-Policy Committee in the Folketing.

The Minister for the Interior and Economic Affairs, Thor Pedersen, 47, has been a member of the Folketing for the Liberal Group since 1985. In 1987 he was appointed Minister for the Interior.

The Minister for Agriculture, Laurits Tørnaes, 56, spent eleven years in the North Sea as owner of a fishing vessel. Member of the Folketing for the Liberal Party since 1981, he became spokesman for his group in 1982 and was appointed Minister for Agriculture in 1988.

The Minister for Fisheries, Kent Kirk, 44, was a member of the European Parliament during the first legislature (1979-84). He was elected to the Folketing in 1984 and became spokesman of the Conservative group. In 1989 he was appointed Minister for Fisheries.

The Minister for Labour, Knud Kirkegaard, 50, was a teacher before being elected to the Folketing for the Conservative Party in 1984. He was appointed Minister for Labour in 1989.

The Minister for Industry and Energy, Anne Birgitte Lundholt, 40, (the youngest member of the Government), was an official of the European Commission going back to Denmark to work in the textile industry. Appointed Minister for Industry in 1989, she was confirmed in her task in 1990, during the last Schlüter government.

The Minister for Health, Ester Larsen, 56, teacher, was member of the board of the Liberal Party and Chairman of the Liberal Adult Education organisation. In 1989, she was appointed Minister for Health.

The Minister for Transport, Kaj Ikkast, 57, after a long experience in the Army, became member of the Folketing for the Conservative Party in 1983. Deputy to the board of SAS, he was appointed Minister for Transport in 1990.

The Minister for the Environment, Per Stig Møller, 50, had a lectureship at the University of Sorbonne, was vice-chairman and chairman of the Radio Council. In 1984 he became member of the Folketing for the Conservative Party and he was member of the Council of Europe Assembly. In 1990, he was appointed Minister for the Environment.

The Minister for Social Affairs, Else Winther Andersen, 51, became member of the Folketing in 1990, after a long professional experience in the field of agriculture. In 1990 she was appointed Minister for Social Affairs.

The Minister for Cultural Affairs, Grethe Fogh Røstbøll, 51, was candidate for the Conservative Party at the European elections in 1979 and in the national elections in 1990. She has published numerous books such as « The Language and the EDP-machines », « The language and the Poets », « The language in the air », « Linguistic barriers » and « Language and Sex ». In 1990, she was appointed Minister for Cultural Affairs.



Le calendrier de la présidence (janvier-juin 1993)

- Janvier (à Bruxelles)
 - 18 Conseil Eco-Fin, Agriculture
- Février (à Bruxelles)
 - 1 Conseil Affaires étrangères
 - 8 Conseil marché intérieur
 - 9 Conseil Agriculture
 - 15 Conseil Eco-Fin
- Mars (à Bruxelles)
 - 2 Conseil Consommateurs
 - 8 Conseil Affaires étrangères
 - 15 Conseil Eco-Fin, Transports
 - 16 Conseil Agriculture
 - 18 Conseil Pêche
 - 23 Conseil Environnement
- Avril (à Luxembourg)
 - 5 Conseil Affaires étrangères, Marché intérieur
 - 6 Conseil Affaires sociales
 - 19 Conseil Eco-Fin, Energie
 - 23 Conseil Affaires étrangères/Groupe de Rio
 - 26 Conseil Agriculture
 - 29 Conseil Recherche
- Mai (à Bruxelles)
 - 4 Conseil Industrie
 - 10 Conseil Télécommunications, Affaires étrangères
 - 11 Conseil Affaires étrangères/Pays du Golfe
 - 17 Conseil Culture
 - 24 Conseil Agriculture
 - 25 Conseil Développement
 - 27 Conseil Santé
- Juin (à Luxembourg)
 - 1 Conseil Immigration (Copenhague)
 - 1 Conseil Affaires sociales
 - 7 Conseil Eco-Fin, Transports
 - 8 Conseil Affaires étrangères
 - 11 Conseil Education
 - 14 Conseil Marché intérieur, Agriculture
 - 21 Conseil européen (Copenhague)
 - 28 Conseil environnement
 - 30 Conseil Recherche

The Agenda of the Presidency (January-June)

- January (in Brussels)
 - 18 Eco-Fin and Agriculture Councils
- February (in Brussels)
 - 1 Foreign Affairs
 - 8 Internal Market Council
 - 9 Agriculture Council
 - 15 Eco-Fin Council
- March (in Brussels)
 - 2 Consumer Affairs Council
 - 8 Foreign Affairs Council
 - 15 Eco-Fin and Transport Councils
 - 16 Agriculture Council
 - 18 Fisheries Council
 - 23 Environment Council
- April (in Luxembourg)
 - 5 Foreign Affairs and Internal Market Councils
 - 6 Social Affairs Council
 - 19 Eco-Fin and Energy Councils
 - 23 Foreign Affairs EC/Rio Group Council
 - 26 Agriculture Council
 - 29 Research Council
- May (in Brussels)
 - 4 Industrial Affairs Council
 - 10 Telecommunications and Foreign Affairs Councils
 - 11 Foreign Affairs/Gulf Cooperation Council
 - 17 Cultural Affairs Council
 - 24 Agriculture Council
 - 25 Development Council
 - 27 Health Council
- June (in Brussels)
 - 1 Meeting of Ministers for Immigration (Copenhagen)
 - 1 Social Affairs Council
 - 7 Eco-Fin and Transport Councils
 - 8 Foreign Affairs Council
 - 11 Education Council
 - 14 Internal Market and Agriculture Councils
 - 21 European Council (Copenhagen)
 - 28 Environment Council
 - 30 Research Council

1993

Janvier
Février

Mars

Avril

Mai

Juin

Juillet

Août

Septembre

Octobre

Novembre

Décembre

L'événement européen par mois

Entrée en fonction de la nouvelle Commission européenne, présidée par M. Jacques Delors.
Conseil des Ministres des affaires étrangères, consacré à la mise en œuvre des décisions du Conseil européen d'Edimbourg et notamment aux négociations pour les adhésions de l'Autriche, la Finlande et la Suède.
Elections législatives en France.
Deuxième référendum au Danemark sur le Traité de Maastricht.
Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires au sein des parlements nationaux, consacrée à la préparation de la deuxième session des Assises.
Conseil européen de Copenhague, consacré aux négociations d'adhésion et à la libre circulation des personnes au sein de la Communauté.
Sommet des sept pays les plus industrialisés, avec participation de la Communauté européenne et de la Communauté des Etats Indépendants.
50ème anniversaire de la fondation du Mouvement Fédéraliste Européen.
Deuxième Session des Assises interparlementaires européennes.
Elections législatives en Espagne.
Elections législatives aux Pays-Bas.
Conseil européen de Bruxelles consacré à la subsidiarité.

1993

January
February

March

April

May

June

July

August

September

October

November

December

European Event by month

Entry into force of the new European Commission, chaired by Mr Jacques Delors.
Foreign Affairs Council, dedicated to the implementation of the agreements of the Edinburgh European Council, in particular to the membership of Austria, Finland and Sweden.
Legislative elections in France.
Second referendum on the Treaty of Maastrich in Denmark.
Conference of the specialised bodies in community affairs within national parliaments, dedicated to the preparation of the second session of the Assizes.
Copenhagen European Council, dedicated to the negotiations of membership and free circulation of persons within the Community.
Summit of the seven most industrialised countries, with the participation of the European Community and the Community of Independent States.
50th Anniversary of the foundation of the European Federalist Movement.
Second session of the European Interparliamentary Assizes.
Legislative elections in Spain.
Legislative elections in The Netherlands.
Brussels European Council dedicated to subsidiarity.

Les balises d'Europe

A minuit, le 31 décembre 1992, 1000 feux de balise seront allumés à travers les 12 pays de la Communauté européenne afin de célébrer la nouvelle unité de l'Europe et l'avènement du Marché Unique. « Beacon Europe » rassemblera les peuples, les familles et les communautés d'Europe dans une fête commune de la paix et de l'amitié.

Les jeunes y auront un important rôle à jouer, car l'avenir de l'Europe leur appartient. Le Mouvement Scout, les jeunes fédéralistes européens, le Mouvement Européen, les autorités locales et les gouvernements nationaux y prendront part. Bien qu'ils ne soient pas encore pleinement membres de la Communauté européenne, Malte, Chypre de même que Gibraltar y participent eux aussi, portant ainsi plus ample témoignage de l'esprit commun qui anime tous les européens.

Depuis des milliers d'années, les fanaux sont l'une des méthodes traditionnelles de communication en Europe. La nouvelle de la chute de Troie a, dit-on, été transmise d'Argos à la Grèce en une seule nuit par des balises étalées sur plus de 550 kilomètres. Au fil des siècles, les chaînes de fanaux ont ainsi permis de porter les nouvelles des victoires, des menaces et des événements heureux. Nombre de tours de relais et de points de balisage existent encore à travers l'Europe de aujourd'hui.

Le moment où les balises seront allumées à travers l'Europe dépend des fuseaux horaires. La Grèce est en avance de deux heures sur le Royaume Uni, le Portugal et l'Irlande, et une heure d'avance sur les autres pays de la CE. La première balise qui sera allumée à Athènes déclenchera à travers l'Europe une réaction en chaîne dans le temps même si elle n'est pas visible dans sa totalité.

En organisant « Beacon Europe - Fêtes de l'Unité Européenne » avec le soutien des jeunes fédéralistes européens et d'autres organisations, nous avons contribué à aider la promotion d'une nouvelle époque de paix et d'amitié en Europe et nous avons anticipé un avenir lumineux dans une Europe sans barrières, puisque il n'y a rien de plus précieux que la liberté de choix, de parler et de mouvement.

Pour contacter, via fax, « Beacon Europe » :

Au Royaume-Uni	0044.206.752.002
En Italie	0039.6.679.6968
En France	00.33.88.370718
En Grèce	00.30.1.722.3417
En Allemagne	00.49.271.311050
En Belgique	00.32.2.511.4687
En Espagne	00.34.3.426.6010
Au Portugal	00.351.1.3950641
Au Luxembourg	00.352.45.5666
En Irlande	00.353.1.745.479

Beacon Europe

At twelve midnight on 31 december 1992, more than 1000 beacon signal fires be lit across the 12 countries of the European Community to celebrate the new unity in Europe and the advent of the Single Market. Beacon Europe will bring the peoples and families of Europe together in common celebration of « peace and friendship ».

Young people will have an important part to play as European future belongs to them. The Scout Movement, the Young European Federalists, the European Movement, Local Authorities and Government bodies are taking part, ensuring that Beacon Europe truly becomes a community activity. Although not yet full members of the EC, the Island of Cyprus, Malta, along with Gibraltar, are taking part, demonstrating a new communal spirit among all in Europe.

Beacon signal fires have been traditional method of communication in Europe for at least 2000 years. News of the fall of Troy was reputedly conveyed to Argos in Greece in a single night by beacons spread over 320 miles. Over the centuries, chains of fires were widely used to carry tidings of victory, danger and celebration. Numbers of original signal towers and beacon sites still exist throughout Europe.

The lighting of the beacon fires across Europe will be governed by the various time zones. The Islands of Greece will be first to light their beacons; at twelve midnight their time, the first beacon being lit in Athens. Two hours ahead of the United Kingdom, Portugal and Ireland, one hour ahead of the other countries within the EC. The lighting of the first beacon in Athens will signal a chain reaction throughout all the other beacon sites in Greece. An hour later all other beacons will be lit in other capital cities, followed by all remaining beacons, setting a chain reaction across Europe in time rather than site.

By organising Beacon Europe - European Unity Celebrations with the support of Young European Federalists and others, we played a small part to help promote a new era of « peace and friendship » in Europe, and we can all look forward to a bright future in a Europe with no barriers, as there is nothing more precious than freedom of choice, speech and movement.

To contact, via fax, « Beacon Europe » :

In United Kingdom	0044.206.752.002
In Italy	0039.6.679.6968
In France	00.33.88.370718
In Greece	00.30.1.722.3417
In Germany	00.49.271.311050
In Belgium	00.32.2.511.4687
In Spain	00.34.3.426.6010
In Portugal	00.351.1.3950641
In Luxembourg	00.352.45.5666
In Ireland	00.353.1.745.479

Crocodile : lettre aux Parlements d'Europe a été conçu pour faire connaître les points de vue des Intergroupes fédéralistes constitués au sein du Parlement européen, dans les Parlements nationaux, et dans les autres organes élus.

Crocodile représente aujourd'hui un instrument de communication et d'information indispensable pour les élus et les électeurs européens.

